



L'avenir de l'agriculture

"Dans des périodes comme celles-ci, toutes les opportunités sont à saisir, et réaménager l'agriculture pour le bien commun en fait justement partie..."

Novembre a été un mois mouvementé pour Louise O. Fresco, chef du Département de l'agriculture de la FAO. Il a commencé à Manille, où elle représentait la FAO à la réunion annuelle du GCRAI. De là, elle s'est rendue à Dublin pour la consultation inaugurale de l'Evaluation internationale des sciences et technologies de l'agriculture, réunie par la Banque mondiale. Le mois s'est terminé à La Haye où elle était l'invitée du Gouvernement néerlandais pour un débat public sur le futur de la diplomatie et des relations étrangères des Pays-Bas. Décembre au siège de la FAO, à Rome, devrait suivre un "cours plus normal" - ce qui signifie gérer le département le plus vaste de la FAO et ses programmes sur les cultures, l'élevage, les ressources naturelles, les biotechnologies et les systèmes de soutien à l'agriculture qui représentent 90 millions de dollars E.-U. par exercice biennal. Sur le fond des sonneries qui signalent l'arrivée des messages électroniques (une centaine par jour en moyenne), Louise Fresco s'est entretenue avec **Agriculture 21** de l'avenir de l'agriculture...

► **L'année s'achève sur un monde où règnent les conflits et les incertitudes. Dans des périodes semblables, il doit être très difficile de centrer l'attention sur des problèmes comme la pauvreté et la faim, à plus forte raison l'agriculture?**

"En même temps que la tension et une sensation d'insécurité, il y a aussi un sens aigu de responsabilité collective envers le bien-être de la société mondiale. L'année qui se termine a vu se renforcer le sentiment d'identification dans le monde à des problèmes qui sont tous étroitement liés à l'agriculture, à la pauvreté et à la faim - de la mondialisation économique et des relations commerciales à l'emploi de biotechnologies et à la préservation de l'environnement. Dans des périodes comme celles-ci, toutes les opportunités sont à saisir, et réaménager l'agriculture pour le bien commun en fait justement partie."

► **Mais certains voient devant nous une période de friction permanente sur les problèmes que vous mentionnez. Qu'en pensez-vous?**

"La complexité du monde est plus grande que par le passé, et la mondialisation ne fait que la renforcer. Les catégories comme pays 'développés' et 'en développement' ne sont probablement plus utiles.

Nous pourrions dire qu'il y a trois 'mondes'. L'un correspond plus ou moins au groupe de l'OCDE - un milliard de personnes pour lesquelles la sécurité alimentaire n'est pas un problème, qui ont perdu leurs racines agricoles, qui sont conscientes des problèmes d'environnement mais pour lesquelles l'aide internationale et le développement ne font pas partie de leurs priorités.

"A l'opposé, il y a plus d'un milliard de personnes qui vivent avec moins de 1 dollar par jour. Ce sont essentiellement des ruraux, qui souffrent de malnutrition chronique, qu'elle soit quantitative - les 800 millions de personnes environ qui n'ont tout simplement pas assez à manger - ou due à des carences en oligo-éléments. Elles vivent dans des pays où le modèle de l'économie de marché ne fonctionne pas ou tout au moins pas de manière satisfaisante. Ce sont elles qui ont le plus besoin d'aide humanitaire, mais il faut reformuler entièrement l'approche du développement, parce que nous n'avons pas de réponses satisfaisantes à donner à toutes ces personnes.

"Entre ces deux pôles de richesse et de pauvreté, il y a 4 milliards de personnes qui vivent dans des pays où l'état et l'économie de marché fonctionnent mal. L'aspect positif, c'est qu'un grand nombre de ces pays souhaitent vraiment participer à l'économie de marché, et ce sont eux qui demandent instamment notre aide pour accéder aux marchés mondiaux, protéger leurs chaînes alimentaires, mettre en oeuvre les bonnes pratiques agricoles, appliquer les biotechnologies et ainsi de suite.

"Ce panorama global est en corrélation avec la manière dont nous envisageons le développement de l'agriculture dans l'avenir. Tout d'abord, il s'agit toujours d'un problème de quantités alimentaires. Mais nous ne nous sommes pas suffisamment préoccupés de la qualité des aliments, ce qui signifie non seulement les aspects qui touchent à la sécurité sanitaire des aliments - résidus, hormones, pollution, etc. - mais aussi les liens très étroits entre l'alimentation et la santé humaine. Il est de plus en plus évident que de nombreuses maladies chroniques, comme le cancer et les maladies cardiovasculaires, sont étroitement liées au régime alimentaire. La question est: comment garantir que d'ici dix ans chaque individu aura accès à une alimentation saine? Nous en sommes très loin - dans de nombreux pays, le secteur agricole n'est pas orienté vers la production de protéines maigres et de légumes en quantités suffisantes, à plus forte raison à un prix raisonnable pour tous.

Une partie de la solution se trouve peut-être dans les programmes de sélection végétale et animale qui optent pour des caractères en rapport avec la santé, pas seulement pour le rendement, ce qui veut dire repenser notre approche toute entière des progrès technologiques en agriculture."

► **La mondialisation semble avoir mauvaise réputation en particulier dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Quelles implications a-t-elle pour le développement agricole?**

"Qu'on le veuille ou non, le monde sera de plus en plus interconnecté. Nous assistons à des mouvements massifs de personnes et de biens et il est peu vraisemblable que cela s'arrête. Mais le grand paradoxe de ce modèle d'économie de marché est que plus vous mondialisez et plus vous laissez jouer les forces du marché, plus il vous faut réglementer afin d'en corriger les effets négatifs sur les biens publics - comme l'environnement, l'équité et la santé publique. C'est pourquoi nous avons besoin d'accords, de directives, de normes et d'autorités normatives, et c'est dans ce domaine que le rôle de la FAO croît rapidement: en conseillant le groupe des pays intermédiaires, en orientant la réflexion des pays les plus riches et en protégeant les plus vulnérables qui se trouvent au bas de l'échelle. Nous devrions aspirer à une 'mondialisation à visage humain', qui respecte la diversité. Il est hors de doute que nous devons continuer à travailler sur des accords multilatéraux. Depuis le sommet de Rio, nous avons été submergés de traités et de protocoles, dont certains ont été ratifiés, mais beaucoup ne l'ont pas été. Il y a la Convention sur la diversité biologique, mais des pays importants n'y sont pas partie, et son Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques n'a pas encore été ratifié par un nombre suffisant de pays pour entrer en vigueur. Il y a la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques, mais pas encore de Protocole de Kyoto. L'application de ces accords est un problème partout dans le monde. De nombreux efforts doivent être déployés pour les rendre efficaces, et pour cela il est besoin d'un forum où les pays peuvent débattre et échanger des points de vue."

► **Les biotechnologies soulèvent l'enthousiasme et inquiètent. Quelle place occuperont-elles dans l'agriculture?**

"Il n'y a pas de consensus dans la plupart des pays sur la manière dont les biotechnologies et, en particulier, les organismes génétiquement modifiés [OGM], pourraient relever les grands défis de l'alimentation et de l'agriculture. La FAO est consciente du potentiel considérable et des complications que présentent ces nouvelles

technologies. Certaines des réactions vis-à-vis des biotechnologies sont irrationnelles, mais le message important qui se dégage c'est que l'opinion publique a l'impression de ne pas avoir été consultée comme il convient sur la forme que devrait prendre la production vivrière, l'approvisionnement alimentaire et l'agriculture. Mais l'opinion publique ignore que le plus grand potentiel des biotechnologies ne réside pas dans les OGM mais dans les processus biotechnologiques - marqueurs moléculaires, l'étude des protéomes et des génomes et autres.

"Dans une perspective à long terme, les biotechnologies peuvent offrir d'intéressantes solutions dans les grandes régions du monde où l'agriculture sera, pour autant qu'on puisse le prévoir, le pilier économique. Par exemple, dans les zones sèches, marginales, les chèvres et les brebis pourraient-elles produire des produits pharmaceutiques ou autres substances chimiques dans leur lait? Pour le moment, les problèmes qui se posent sont à la fois techniques et éthiques - il faudrait apporter certaines modifications biologiques à la structure génétique de ces chèvres et brebis - mais cela serait certainement une grande aide pour ces régions si elles pouvaient produire quelque chose à très forte valeur par unité de produit. Il est évident qu'une grande partie de l'opinion publique n'est pas prête aujourd'hui à accepter une telle approche, bien que l'emploi des biotechnologies à des fins médicales soit mieux acceptée. Parce que les biotechnologies offrent toutes sortes de possibilités, nous devons nous faire une meilleure idée de ce qui est techniquement possible et aussi prendre en compte les problèmes d'ordre éthique et nous interroger sur la manière dont nous pouvons faire participer au débat les producteurs et les consommateurs. Il s'agit là d'une des questions fondamentales traitées par l'Evaluation internationale des sciences et des technologies agricoles, que la FAO co-parraine. Quelle place accorder aux biotechnologies - quels rôles peuvent-elles jouer sans risques pour accroître la productivité et améliorer les traits végétaux, quel sera le rôle de la sélection traditionnelle? Mais, tout aussi important, comment pouvons-nous mettre en place des gardes-fous suffisants pour garantir que les biotechnologies ne seront pas dominées par un petit nombre de sociétés privées, comment garantir un accès adéquat aux pays pauvres et élaborer des freins et contrepoids sur le plan de la sécurité? Sur ce point, nous devrions nous préoccuper de l'affaiblissement de l'Etat. Lorsque le marché échoue - ou, d'une certaine manière, qu'il réussit trop bien - l'Etat doit pouvoir réglementer, aux niveaux international et national. Un Etat faible sera catastrophique pour les pauvres, et c'est là que réside le plus grand risque des biotechnologies."